

Crises alimentaires et nutritionnelles dans les régions du Sahel et du Lac Tchad : Agir maintenant et mieux se mobiliser à l'avenir en Afrique de l'Ouest

Paris, 6 avril 2022

Communiqué Final

1. À l'invitation du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO / OCDE), de l'Union Européenne (UE) et du Réseau mondial contre les crises alimentaires (GN), s'est tenue le 6 avril 2022, en visioconférence et en présentielle au Centre de conférences de l'OCDE à Paris (France), une consultation de haut niveau sur les crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles et récurrentes qui ébranlent la région. La réunion a regroupé les responsables politiques et autres acteurs non-étatiques de l'espace Sahel et d'Afrique de l'Ouest et du Centre, et leurs partenaires internationaux qui s'étaient fixés un objectif double : i) mobiliser davantage d'assistance nutritionnelle et de sécurité alimentaire d'urgence au profit des populations les plus affectées ; ii) renouveler un engagement politique fort et dans la durée en faveur de politiques structurelles s'attaquant aux causes sous-jacentes des crises alimentaires et nutritionnelles, et intégrant dans une même démarche les dimensions humanitaires, développement et paix.

2. Plus de quatre cent personnes ont participé à la consultation. Trente-deux parties prenantes (les pays, institutions et la liste des engagements financiers sont consignés en annexe) ont fait des annonces politiques ou financières.

3. Aux côtés de S.E.M. Mohamed BAZOUM, Président de la République du Niger et Président du Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CHN-SAN) de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les personnalités suivantes ont pris part aux travaux : S.E. M. Mathias Cormann Secrétaire Général de l'OCDE ; S.E. M Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères France, ; S.E. M. Josep Borrell Fontelles, Haut Représentant/ Vice-Président de la Commission Européenne ; S.E.M. Ibrahim Assane Mayaki, Président honoraire du CSAO, S.E. M. Janez Lenarčič, Commissaire Européen pour la Gestion de Crises ; S.E. Mme. Jutta Urpilainen, Commissaire Européen pour les Partenariats Internationaux ; S.E Mme. Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire de l'Union Africaine pour l'Économie Rurale et l'Agriculture ; S.E. M. Jean-Claude Brou, Président de la Commission de la CEDEAO ; S.E. M. Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'UEMOA ; S.E. Mme Adam Kamougué née Déné-Assoum, Ministre Coordinateur, CILSS ; S.E M. José Manuel Albares, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération, Espagne ; S.E M. Harjit Sajjan, Ministre du Développement International, Canada ; S.E.M. Tobias Linder, Ministre Adjoint aux Affaires Etrangères, Allemagne ; S.E. Mme Velislava Petrova, Ministre Adjointe des Affaires Étrangères, Bulgarie ; S.E. M. Francisco André, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et à la Coopération, Portugal ; S.E. M. Stanislav Raščan, Secrétaire d'État, Ministère des Affaires Étrangères, Slovénie ; S.E. M. David Beasley, Directeur Exécutif, PAM ; S.E.M. Laurent Thomas, Directeur Général Adjoint – FAO.

S'engager financièrement et répondre en urgence à la crise alimentaire et nutritionnelle actuelle

4. Les responsables politiques de la région et leurs partenaires constatent de manière unanime l'augmentation de la sévérité et de l'amplitude des crises alimentaires et nutritionnelles, particulièrement dans les régions du Sahel et du Lac Tchad (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Tchad). Entre 2018 et 2022, le nombre de personnes en besoin d'assistance nutritionnelle et de sécurité alimentaire d'urgence dans les pays de l'espace CEDEAO, UEMOA, CILSS et le Cameroun est passé d'environ 11 à près de 41 millions.

5. Ils notent que ces crises alimentaires et nutritionnelles, enracinées dans des déterminants structurels (fragilités et incertitudes climatiques, pauvreté, faible disponibilité et accès aux services sociaux de base, marginalisation et investissement limité en milieu rural...), entraînent l'érosion des moyens d'existence et de la résilience des populations vulnérables, et sont exacerbées par une crise sécuritaire persistante ainsi que par l'instabilité politique. À eux seuls, les pays en conflit dans le Sahel central et le bassin du Lac Tchad comptent pour plus de 90% des populations souffrant de la faim et de la malnutrition. La situation des 6.7 millions de personnes déplacées internes et des 1.6 millions de réfugiés et demandeurs d'asile est particulièrement inquiétante. La nature prolongée de leur déplacement sous-tend des implications à la fois d'ordre humanitaire, de développement et de sécurité ; ceci requiert une attention spécifique. Au-delà des drames humains qu'elles peuvent provoquer, les tensions sécuritaires désorganisent les systèmes agropastoraux et alimentaires et compromettent les perspectives des générations futures.

6. Ils expriment leurs inquiétudes face à l'accélération des tendances inflationnistes induites par l'invasion russe de l'Ukraine, laissant planer le spectre d'émeutes de la faim comme la région en a connues en 2008. En plus de la flambée actuelle des cours du blé, l'augmentation des coûts de l'énergie et du transport fait aussi craindre le pire à venir d'une accentuation de la hausse des prix de certaines denrées stratégiques en grande partie importées par la région tel que le riz. Cela pourrait par ailleurs aggraver la hausse des prix des engrais et autres intrants agricoles, déjà fortement impactés par les mesures anti Covid-19, et porter ainsi un coup dur aux campagnes de production vivrière à venir.

7. Cette coalescence de crises (alimentaires, sécuritaires, sanitaires, climatiques, économiques...), se nourrissant mutuellement, pourrait anéantir les progrès enregistrés au cours des dernières décennies et porte des menaces de crises humanitaires sans précédent. Au regard de la gravité de la situation, les responsables politiques de la région et leurs partenaires conviennent de répondre solidairement à l'urgence. En appui aux efforts déjà consentis par les États et leurs organisations régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS), des promesses financières d'un montant estimé à 2,5 milliard d'euros (liste des contributeurs consignée en annexe), ont été faites en soutien à la mise en œuvre des plans nationaux de réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles, de renforcement de la résilience des personnes vulnérables et des systèmes agro-alimentaires. L'urgence d'agir impose la mobilisation effective des engagements annoncés. À cet effet, les co-organisateur mettront en place un mécanisme de suivi ; un premier point d'étape sera fait lors d'une consultation virtuelle fin mai 2022, à l'entrée de la période critique de soudure. Cette réunion permettra de remobiliser l'ensemble des parties prenantes autour de leurs engagements.

8. Les populations des zones fragiles et difficiles d'accès étant généralement les plus sévèrement touchées par les crises alimentaires et nutritionnelles, les responsables politiques de la région et leurs partenaires rappellent l'impérieuse nécessité de respecter le droit humanitaire international et de faciliter l'accès des organisations humanitaires afin de fournir l'assistance d'urgence requise aux personnes affectées.

Se mobiliser dans la durée en faveur de politiques structurelles s'attaquant aux racines des crises alimentaires et nutritionnelles

9. Les responsables politiques de la région et leurs partenaires conviennent de conjuguer leurs efforts afin d'inverser durablement les tendances alimentaires et nutritionnelles négatives actuellement observées. Ils rappellent à cet effet que **la priorité n'est pas de lancer de nouvelles initiatives, mais de soutenir et de renforcer les institutions et mécanismes (nationaux et régionaux) déjà existants**. Ils réaffirment également la nécessité de refonder les politiques et les approches d'intervention pour agir désormais par anticipation afin de mieux prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles, plutôt que de les gérer.

Ce faisant, ils conviennent de:

1. Revitaliser leur engagement, scellé en 2012, pour des investissements structurants dans la durée en faveur de la résilience des populations et communautés les plus vulnérables et des systèmes agro-alimentaires de la région, basés sur une agriculture durable. Ils s'engagent ainsi à replacer la résilience des populations et des systèmes alimentaires, ainsi que la prise en charge de la malnutrition en haut de leurs agendas respectifs en matière d'éradication de la faim et de la malnutrition dans la région. Ils s'engagent à prioriser les défis d'emploi de la jeunesse, en perte de repères, en s'appuyant notamment sur les opportunités offertes par l'économie agropastorale et les autres segments de l'économie informelle ;
2. S'investir collectivement dans l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix (HDP) dans les pays en conflit, en s'appuyant sur les enseignements tirés des initiatives passées ou en cours. Plus spécifiquement:
 - La coordination du Réseau mondial contre les crises alimentaires s'engage à intensifier la sensibilisation auprès des partenaires financiers, y compris pour établir des instruments financiers adaptés et permettant la mise en œuvre de l'approche HDP et à soutenir les efforts actuels d'analyse et de suivi des crises en collaboration étroite avec le CILSS et les autres partenaires régionaux;
 - Les organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA et CILSS), s'engagent, avec le soutien du CSAO/OCDE, dont elles sont membres, à renforcer la sensibilisation auprès des États en faveur d'un engagement politique fort et à les accompagner pour l'opérationnalisation du nexus HDP sur la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles, y compris au travers de la mise en œuvre des mécanismes de gouvernance dédiés. Ceci inclut notamment les cadres programmatiques et les instruments financiers, permettant aux acteurs (humanitaires, de développement et de paix) de fournir en harmonie des réponses plurielles répondant aux besoins immédiats, de récupération et de résilience des populations affectées dans ces zones de conflit, en particulier les femmes et les enfants.
 - Les co-organisateurs s'engagent à mobiliser d'ici à mi-mai 2022, les institutions régionales et nationales appropriées pour organiser le travail autour de la feuille de route sur l'opérationnalisation du nexus HDP (répartition des rôles et calendrier). Ce travail commencera par une consultation avec les organisations intergouvernementales (notamment : CEDEAO, UEMOA et CILSS) pour établir un cadre sur le travail à faire. Il nourrira le point d'étape prévu à la fin du mois de mai 2022.

Prochaines étapes

10. Afin de maintenir et de renforcer l'élan politique, les responsables politiques de la région et leurs partenaires conviennent des actions suivantes :

1. Renforcement de la mobilisation politique et financière régionale face à la crise alimentaire et nutritionnelle, en particulier :
 - L'activation des mécanismes de solidarité régionale: réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA) de la CEDEAO, mécanisme financier du Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CHN-SAN) de l'UEMOA, etc. ;
 - La mise en place d'instruments politiques et financiers appropriés permettant d'anticiper et d'atténuer les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine sur les prix des denrées et sur les systèmes agro-alimentaires de la région.
2. Organisation en marge de la 38^e réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) les 6-8 décembre 2022 d'une consultation sur : i) le bilan de la gestion de la crise alimentaire (mobilisation financière, résultats atteints, enseignements tirés, etc.) et ; ii) les avancées concernant l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix ;
3. Animation, dans le cadre du RPCA, d'un dialogue inclusif avec les hauts représentants des pays, des organisations régionales, de la société civile, sur le suivi de l'opérationnalisation du nexus HDP lors de la réunion restreinte du RPCA en avril 2023.

ANNEX / ANNEXE: PLEDGES / ANNONCES

	EU/nonEU	Donor	Emergency funding (original currency)	Emergency funding (EUR)	Development funding (original currency)	Development funding (EUR)	TOTAL (in original currency)	TOTAL in EUR	TOTAL in USD	Comments
1	EU	ECHO		240,000,000.00 €				€240,000,000.00	\$261,600,000	
2	EU	INTPA				€ 314,000,000.00		€314,000,000.00	\$342,260,000	
3	EU	Germany		€ 50,000,000.00		€ 50,000,000.00		€100,000,000.00	\$109,000,000	
4	EU	France		€ 26,000,000.00		€ 140,000,000.00		€166,000,000.00	\$180,940,000	
5	EU	Spain		€ 6,400,000.00				€6,400,000.00	\$6,976,000	
6	EU	Finland		€ 3,000,000.00				€3,000,000.00	\$3,270,000	
7	EU	Slovenia		€ 50,000.00				€50,000.00	\$54,500	
8	EU	Denmark	90 000 000 DKK	€ 12,000,000.00	274 000 000 DKK	€ 37,000,000.00	364 000 000 DKK	€49,000,000.00	\$53,410,000	
9	EU	Luxembourg		€ 10,000,000.00				€10,000,000.00	\$10,900,000	
10	EU	Sweden	489 000 000 SEK	€ 47,433,000.00			489 000 000 SEK	€47,433,000.00	\$51,701,970	<i>awaiting final confirmation</i>
11	EU	Belgium		€ 17,000,000.00		€ 95,100,000.00		€112,100,000.00	\$122,189,000	
12	EU	Austria		€ 5,000,000.00				€5,000,000.00	\$5,450,000	
13	EU	Netherlands		€ 6,000,000.00				€6,000,000.00	\$6,540,000	
14	EU	Czech Republic	30 000 000 CZK	€ 1,200,000.00			30 000 000 CZK	€1,200,000.00	\$1,308,000	
15	EU	Portugal		€ 20,000.00				€20,000.00	\$21,800	
16	nonEU	World Bank	315 000 000 USD	€ 288,792,000.00	700 000 000 USD	€ 641,760,000.00	288 792 000 USD	€930,552,000.00	\$1,015,000	
17	nonEU	Canada	26 650 000 CAD	€ 19,382,545.00	56 000 000 CAD	€ 40,728,800.00	82 650 000 CAD	€60,111,345.00	\$65,521,366	
18	nonEU	USA	311 000 000 USD	€ 285,192,827.00			311 000 000 USD	€285,192,827.00	\$311,000,000	
19	nonEU	Norway	100 000 000 NOK	€ 10,447,439.00			100 000 000 NOK	€10,447,439.00	\$11,387,709	<i>awaiting final confirmation</i>
20	nonEU	Japan	49 000 000 USD	€ 44,923,200.00			49 000 000 USD	€44,923,200.00	\$49,000,000	
21	nonEU	Switzerland	123 500 000 CHF	€ 121,042,350.00			123 500 000 CHF	€121,042,350.00	\$131,936,162	<i>additional amount to be communicated</i>
			TOTAL	€1,193,883,361.00		€1,318,588,800.00		€2,512,472,161.00	\$2,738,594,655.49	